

**ILS ONT RENONCÉ À LEUR RASSEMBLEMENT, HIER, DEVANT L'APN**

# Les gardes communaux dimanche chez Bedoui

**Les gardes communaux n'ont pas tenu leur rassemblement, prévu, hier mardi, devant le siège de l'APN.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir) -** Un ajournement de dernière minute suite à un contact, la veille, soit lundi, du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales conviant la Coordination nationale des gardes communaux à une entrevue programmée dimanche prochain. C'est ce que nous avons appris, hier, auprès de Aliouet Lahlou, porte-parole du mouvement national des gardes communaux libres et qui dit garder toujours un pied au sein de ladite coordination dont il fut le chargé de communication avant de prendre ses distances pour créer le mouvement des gardes communaux libres à cause de divergences profondes autour du combat de cette corporation.

Car, si pour l'équipe de Chouaib Hakim, il est question de poursuivre les discussions relatives aux revendications des

gardes communaux, comme la revalorisation de certaines primes, prime de départ, et d'engagement, la réintégration de tous les agents radiés ou encore la lancinante question des heures supplémentaires, pour notre interlocuteur, le problème est d'une tout autre nature.

Et à Aliouet Lahlou de faire part, dans ce sens, d'un congrès national portant sur la résistance citoyenne face à l'hydre terroriste islamiste. Un rendez-vous programmé le 20 août prochain à Ifri Ouzellaguene, coïncidant avec la date et le lieu du déroulement de l'historique Congrès de la Soummam qui a constitué la halte phare de la glorieuse guerre de Libération nationale. Car pour lui, au-delà des considérations matérielles qu'il ne néglige pas pour autant, il considère que l'aspect moral lié au noble combat des gardes communaux pour



Les gardes communaux reprennent le chemin de la contestation.

la sauvegarde de la République passe avant comme la reconnaissance des blessés de la garde communale en tant que victimes de guerre et enfin la promulgation d'une journée nationale pour commémorer les sacri-

fices de la garde communale. Ceci même s'il revendique, comme pour se distinguer de son collègue de la coordination de la corporation, une revalorisation de la pension de retraite concédée aux gardes communaux, de

l'ordre de 23 000 DA. Car, estimera-t-il, «il n'est pas normal qu'un rappelé du service national touche presque le double de ce que perçoit un garde communal qui a eu à combattre le terrorisme des années durant», la régularisation des agents de la garde communale transférés à d'autres institutions ou autres corps de sécurité,

Aussi, le mouvement des gardes communaux libre a décidé, tout récemment, d'actionner la justice contre le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale au sujet des 273 gardes communaux de la wilaya de Laghouat affectés à la surveillance de puits toxiques, contenant de l'huile Askarel. Une exploitation arbitraire effectuée dans des conditions inhumaines des années durant. Des agents qui, ignorant l'impact dangereux sur leur santé, sont en train de «mourir à petit feu», dira Aliouet.

**M. K.**

## EN RÉACTION À SA DEMANDE D'ADHÉSION

# L'Union africaine avertit le Maroc

**Après plusieurs jours, l'Union africaine a réagi à la demande d'adhésion formulée par le Maroc, en diffusant un communiqué dans lequel elle clarifie les conditions d'intégration au sein de son organisation, en mettant particulièrement l'accent sur l'impossibilité de procéder à l'expulsion d'un quelconque membre que ce soit. A entendre la RASD (République arabe sahraouie démocratique) qui lutte depuis plus de quarante ans contre l'occupation de son territoire par les Marocains.**

**Abla Chérif - Alger (Le Soir) -** Cette précision ressort d'ailleurs de manière forte dans le texte émis par l'UA puisqu'il rappelle à l'intéressé que son acte constitutif «ne contient pas de dispositions relatives à l'expulsion d'un membre quelconque».

Pas besoin d'en dire plus. Il est de notoriété publique que le Maroc avait souverainement pris la décision de se retirer de l'Organisation de l'unité africaine (OUA auparavant) suite à l'admission de la République sahraouie en 1984.

Hassan II avait adressé un message inscrit dans les annales de l'histoire et la mémoire des Sahraouis notamment. Il y a trois jours, le ministre sahraoui des Affaires étrangères a d'ailleurs tenu à en rappeler le contenu, avec une certaine pointe d'amertume : «Je suis triste de vous quitter mais je refuse que le Maroc s'asseye devant des joueurs de tam-tam.»

Trente-quatre ans après, le successeur de Hassan II, Mohammed VI, décide de revenir sur la décision de son père, à un moment où son pays se trouve plus que jamais acculé par la communauté internationale sur la question sahraouie. Les Nations-Unies et l'Union européenne ont

particulièrement fait montre de sévérité en prenant des mesures très dures dont la rupture de partenariats économiques dont dépend en partie ce pays.

Les échecs successifs enregistrés sur le plan diplomatique ont d'ailleurs été perçus comme étant l'une des raisons probables de l'offensive lancée par Mohammed VI, pour un retour au sein de l'organisation africaine. Plusieurs pays africains ont réagi à cette demande inattendue en renvoyant le prétendant à l'acte constitutif de l'Union africaine rappelant les démarches à suivre en vue d'une adhésion. Il rappelle que le président de la Commission de l'UA, dès réception d'une telle demande, «en communique copie à tous les États membres. L'admission est décidée à majorité simple des États

membres. La décision de chaque État membre est transmise au président de la Commission, qui communique la décision d'admission à l'État intéressé, après réception du nombre de voix requis».

Le texte rappelle par ailleurs que Idriss Deby président de la République du Tchad et président en exercice de l'Union africaine, a informé la présidente de la Commission de l'Union africaine, qu'il avait reçu un courrier du Roi du Maroc, Sa Majesté Mohammed VI, concernant l'intention du Maroc de se joindre à l'Union africaine».

Enfin, il faut savoir que le texte précise que le Maroc n'a pas participé à la 27<sup>e</sup> Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine à Kigali les 17 et 18 juillet derniers. «Cette question ne

figurait pas à l'ordre du jour du Sommet et n'a pas non plus fait l'objet de discussions au cours des délibérations de cette conférence. Il s'agit à l'évidence d'une mise au point de taille à toutes les informations qui circulent depuis un certain temps, au sujet d'un succès obtenu par le Maroc auprès de plusieurs pays africains qui auraient décidé de soutenir Mohammed VI dans ses aspirations politiques.

La majorité des voix se sont à présent exprimées au sujet de cette demande d'intégration.

Reste à connaître la décision finale du royaume qui, s'il acceptait un retour tel qu'édicte par les textes de l'UA, serait amené à côtoyer la RASD. Dans quel objectif ?

**A. C.**

## SOLIDARITÉ

# Le Conseil de la nation réaffirme le soutien de l'Algérie à la cause sahraouie

**Le Conseil de la nation a réaffirmé hier le soutien «indéfectible» de l'Algérie et sa solidarité «immuable» avec la cause du peuple sahraoui et son droit à l'autodétermination, conformément aux résolutions de l'ONU.**

La déclaration du Conseil de la nation intervient lors d'une rencontre ayant regroupé le président de la commission des affaires étrangères, de la coopération internationale et de la communauté nationale à l'étranger au Conseil de la nation, Rachid Bougherbal, et une délégation sahraouie de la wilaya d'El Ayoun, sous la présidence du membre du Secrétariat national du Front Polisario et wali de ladite

ville, Mohamed Yeslem Beïssat. A cette occasion, le Conseil de la nation a exprimé «le soutien indéfectible de l'Algérie et sa solidarité constante avec les causes de libération des peuples opprimés, dont celle du peuple sahraoui qui lutte depuis plus de 40 ans pour son droit à l'autodétermination, face à l'intransigeance du Maroc qui fait fi des résolutions onusiennes».

Lors de cette rencontre à laquelle a pris part l'ambassadeur sahraoui à Alger, Bachraya Hamoudi Beyoun, M. Beïssat a présenté «ses vifs remerciements et sa reconnaissance quant au soutien apporté par le peuple et le gouvernement algériens à la cause sahraouie». Il a également rappelé «la condamnation par la

communauté internationale des actes de torture et des violations des droits de l'Homme exercés par le Maroc», des pratiques mises à nu «dans le rapport du secrétaire général de l'ONU qui a jeté la lumière sur la souffrance du peuple sahraoui». Face à cette situation, a-t-il poursuivi, «le Maroc a essayé à travers une manœuvre éhontée d'adhérer à l'Union africaine (UA)».

La visite de la délégation sahraouie en Algérie intervient dans le cadre de la semaine culturelle de fraternité et de solidarité avec le peuple sahraoui, organisée dans le cadre de la reconduction de l'accord de jumelage entre l'APC d'Alger-Centre et la ville d'El-Ayoun.

**APS**